

<https://collectiflieuxcommuns.fr/?674-grece-l-effritement-d-une-societe>



# Grèce : Â« L'effritement d'une société dans laquelle un projet politique global et cohérent fait défaut Â» (2/2)



- Nos textes - Entretiens -  
Date de mise en ligne : dimanche 3 mars 2013

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

## Entretien de camarades grecs réalisé par le collectif Lieux Communs le 25 février 2013.

[Voir la première partie](#)

(.../...)

**Il y a aussi l'Église et son rôle dans la vie sociale des grecs. Est-ce que, à la manière des islamistes en Tunisie, les religieux font du social, et en quoi cela participe-t-il à l'élargissement de la base de l' « Aube Dorée » ?**

Historiquement, les religieux sont perçus comme le sommet d'une structure qui aurait préservé l'identité de la nation grecque sous l'occupation Ottomane, qui aurait éduqué la nation et ne lui aurait pas permis de s'aliéner et qui aurait contribué à la Guerre de Libération de 1821. En tant qu'Église nationale, l'Église orthodoxe grecque incarnerait à la fois la préservation et la promotion des valeurs de l'orthodoxie et de la nation grecque. Dans ce récit sont évidemment occultés la collaboration de l'archevêque de Constantinople et de toute la hiérarchie ecclésiastique avec le Sultan, le fait que l'Église n'a pas éduqué les grecs tout bonnement parce que les Ottomans n'ont pas voulu les déraciner (il existe même des décrets ottomans qui permettent la pratique de la religion orthodoxe et protègent les églises), le fait que l'archevêque de Constantinople a dénoncé la Révolution de 1821 (la Guerre de Libération), le fait que les évêques ont accueilli les nazis et ont collaboré avec eux lors de l'Occupation, qu'ils ont ouvertement soutenu les colonels pendant la dictature, etc. Encore une fois, dans tout cela il faut voir l'absence de construction d'une identité nationale de type moderne et le recours à des références imaginaires pré modernes, féodales. Dans la mesure où, comme le suggère aussi C. Castoriadis [1], le néo-grec se croit aussi le descendant du monde byzantin, l'Église constitue une structure centrale pour la cohésion de sa société, beaucoup plus importante que l'État et ses institutions, par exemple.

**C'est une réalité qui semble particulièrement éloignée du cas français...**

Il est vrai que les Grecs sont en général croyants. Les mutations sociales depuis 30 ans ont ébranlé l'attachement à la religion, mais elles ne l'ont pas mis complètement à l'écart (Comme beaucoup l'ont dit, la société de consommation, contrairement au capitalisme, n'est pas incompatible avec la religion). Il est également vrai que leur Constitution érige l'orthodoxie chrétienne en religion officielle d'État. Mais de l'autre côté, il est aussi vrai que les mouvements sociaux des 30 dernières années ont profondément modifié l'attitude d'une partie du peuple face à la religion. Un élément essentiel pour comprendre la particularité de la situation est que l'attachement à l'Église est motivé par son rôle dans la vie économique de la société. L'Église, surtout en province, a toujours constitué un pôle central de l'activité économique. Elle joue le rôle d'un réseau de contacts et de rencontres (jusqu'à récemment, des jeunes Grecs trouvaient un travail par le biais du réseau de l'Église de leur région). Elle avait aussi une forte emprise sur d'autres domaines de la vie d'une communauté. La société grecque n'a pas suivi l'évolution des sociétés occidentales. Dans celles-ci, le développement de la science et, en général, de l'interrogation philosophique, a fait naître et avancer un mouvement de réponse rationnelle ou au moins non mythique, aux questions existentielle, morale, ontologique. Le peuple grec s'est initié tardivement et de manière incomplète à ces courants. Pour beaucoup en Grèce, c'est la religion qui tient lieu d'interrogation philosophique, le prêtre de conseiller familial ou de psychologue, etc. Ainsi, afin de maintenir leur place dans la vie quotidienne d'une partie du peuple et de ne pas perdre le contact avec les évolutions incontournables qui frappent la société, les religieux sont obligés de s'adapter : Ils s'éduquent, étudient profondément la psychanalyse, se permettent des mutations d'attitude et de style pour s'approcher de la jeunesse, etc. De vraies maîtres ès opportunistes !

Dans ce contexte, l'Église grecque ne peut rester à l'écart de la situation générée par la crise. Elle profite de sa place dans la société pour se maintenir en tant qu'appareil de contrôle social cohérent, stable, et avec lequel les divers courants politiques doivent compter afin de pouvoir se forger des alliances. A ce jour, la gauche parlementaire ne l'a jamais critiqué de manière suivie et cohérente, et aucun courant n'a osé poser ouvertement la question de sa séparation d'avec l'État. Deux mutations récentes confirment l'étendu de sa puissance : Syriza et l'Aube Dorée, deux partis politiques montants et aspirant au pouvoir, ont été obligés de modifier leur rhétorique sur l'Église : Syriza exalte son travail humanitaire là où il l'accusait il y a peu de ne pas payer d'impôts. Et l'Aube Dorée essaya de se rapprocher d'elle là où elle prônait il y a peu le paganisme néo-nazi !

Mais les religieux grecs, contrairement aux islamistes, préfèrent faire de la politique en coulisses. Ils ne soutiennent ouvertement aucun parti politique, et depuis trente ans, ils ont maintenu un discours politique nationaliste, conservateur, souvent réactionnaire et xénophobe mais dans tous les cas modéré. Et cela parce que, à mon avis, ils ne s'intéressent pas à la domination politique d'un dogme religieux. Ce ne sont pas des intégristes mais simplement des mafieux qui ne veulent pas qu'on touche à leurs privilèges, à leur richesse et à leur statut. Dans tous les cas où ils ont soutenu la politique plus « agressive » du capitalisme grec en région balkanique ou face à la Turquie, ils l'ont plus fait pour rendre service aux oligarques grecs dans le cadre de leur entente et collaboration étroite ; en aucun cas ils n'ont essayé de promouvoir une mentalité intégriste et expansionniste chez le peuple afin d'accroître leur propre capital politique.

Les nombreux scandales auxquels ils ont été mêlés ces dernières années confortent cette idée. Des scandales impliquant des sociétés off-shore, des échanges de biens immobiliers avec l'État qui court-circuitait les règles formelles et faisait atterrir des sommes colossales dans les caisses de monastères ou d'évêques, des orgies homosexuels impliquant de jeunes garçons, des reportages sur le train de vie luxueux des évêques, leurs habitations de vacances avec piscines, leurs comptes en banque à l'étranger, etc. Mais ce qui fut très instructif concernant leur collusion avec l'oligarchie et la mafia locales, ce fut le dévoilement de leur rôle dans des affaires de trafic de drogues et d'armes, leur contact et collaboration avec des agents des services secrets de l'État grec et de la CIA, leurs interventions pour alléger les peines de criminels, etc. C'est un point qui mérite un peu d'attention : Leur participation dans des réseaux mafieux leur est possible grâce à leur statut institutionnel au sein de l'État grec. Ce statut leur permet d'intervenir auprès de différentes instances de l'administration et de la justice ; et aussi par des contacts personnels qu'ils entretiennent avec les politiciens, ce qui les transforme en représentants de lobbies auprès du gouvernement pour le compte d'intérêts de toute sorte. Leur statut institutionnel leur permet aussi de rentrer dans un type de rapport économique formel avec les citoyens mais qui cache une intention illégale : le plus souvent, des entrepreneurs qui veulent payer moins d'impôt font des donations à l'Église ! Cela permet à celle-ci de blanchir à son tour de l'argent qu'elle gagne par des activités impies...

L'explosion de la pauvreté ne trouve pourtant pas l'Église comme rempart. A part l'augmentation du nombre de repas distribués aux plus pauvres et des bazars de distribution gratuite de vêtements, les religieux n'éprouvent aucune volonté de « faire du social » comme les islamistes, de prendre en charge des services sociaux, d'organiser des contre-structures, etc. La raison en est évidente : Ça coûte cher et ça ne rapporte ni argent ni gain politique. S'ils constatent un jour que cette attitude risque d'ébranler leur position dans la société, ils feront peut-être semblant de s'occuper plus du peuple. Comme l'Église est le plus grand propriétaire foncier du pays, l'archevêque d'Athènes a récemment annoncé qu'une partie des terres qui appartiennent à l'Église seront louées à des jeunes Grecs afin qu'ils les cultivent. (Des mécréants soutiennent pourtant que cela est lié à la nouvelle taxe foncière imposée par le gouvernement !). Mais en réalité ils chercheront à renforcer leur place parmi les cliques et les réseaux revendiquant le pouvoir au niveau central. Conjointement, et dans la mesure où ils peuvent encore rassembler une grande partie du peuple autour d'eux, ils constitueront un canal d'insertion de ces gens dans des réseaux et des milieux qui peuvent leur procurer des profits ou de la simple survie. Ainsi, ils joueront la partition qu'ils connaissent déjà. Emprise sur la société sur le double registre de soutien économique mais aussi moral et existentiel (le « retour à la famille » des jeunes pourrait revigorer cette tendance) ; et insertion dans le labyrinthe des cliques et des réseaux mafieux qui convoitent le pouvoir et les richesses du pays. Dans cette perspective, l'Église retrouve au fond l'aspiration à la richesse, à l'abondance matérielle et à la consommation qui imprègne aussi la plus grande part de la

société. Les scandales de la dernière décennie, qui ont dévoilé les religieux comme des nouveaux-riches ne les ont pas vraiment discrédités auprès de la jeunesse grecque. Elle a vu en eux ce à quoi la société aspirait largement. Mais en confirmant ce qu'on savait déjà sur eux, les religieux ont définitivement perdu la possibilité de s'inscrire dans la perspective d'un mouvement de renouveau moral et politique, ne serait-ce que de façade. Ils sont obligés, malgré ce qu'ils disent parfois, d'assumer leur consentement au régime en place ou à tout nouvel équilibre de forces qui surgira et de se trouver leur propre place au soleil. Ainsi, par sa capacité à contenir le peuple d'un côté et à faciliter les activités mafieuses dans le pays de l'autre, l'Église aura sa part du butin. Mais l'austérité générale et l'apparition de nouveaux acteurs dans le jeu (créanciers de l'État grec, troïka, entreprises étrangères qui vont investir massivement dans le territoire grec, etc. ) ainsi que de possibles reconfigurations dans le monde des activités illégales qui peuvent la jeter hors du jeu, risquent de conduire les religieux dans une impasse : Les oligarques n'ont pas besoin d'eux, le peuple ne pourra pas y trouver un appui. Bien qu'hautement improbable, cette éventualité, mêlée aux autres évolutions préfigurées plus haut et par la suite rendrait la situation encore plus complexe.

**On a entendu évoquer ce fameux « retour à la terre » des jeunes urbains réinvestissant la ferme de leurs grands-parents ; cela peut-il correspondre, d'après toi, à une réappropriation du pays par les gens et, éventuellement, à l'affrontement du problème agricole et alimentaire, qui ne manquera pas de se poser dans les années à venir ?**

C'est une question à laquelle on va se heurter si on élabore un projet de démocratie directe pour la société actuelle. Une question plus délicate que fixer les modalités de prise de décision, par exemple. C'est aussi un bon angle pour examiner ce que seraient les valeurs d'une société démocratique. Que va-t-on produire ? En quelle quantité, avec quels moyens ? Comment va-t-on le redistribuer ? Ce sont malheureusement des questions peu discutées en Grèce. Syntagma les a laissées dans l'ombre, et à l'échelle du pays, seuls un nombre infime de militants et d'écologistes se les posent sérieusement.

Il y a d'abord la réalité géologique et climatique : un sol très fertile, un climat méditerranéen favorable à des cultures pluriannuelles ; mais aussi un pays montagneux à 80% et dont plusieurs îles ne peuvent quasiment rien produire.

Il y a ensuite la politique de l'UE. D'abord, la systématisation de la monoculture a largement contribué à la destruction de la petite agriculture et de la mentalité d'autosuffisance et de sobriété qui allait avec. Ensuite, l'obligation, dans le cadre communautaire, d'importer des denrées en grandes quantités et à moindre coût a eu plusieurs conséquences : les petits et moyens agriculteurs grecs n'ont pas pu s'aligner sur ces prix bas. Ces déformations du marché des biens alimentaires ont largement occulté le fait que déjà le prix élevé de certains produits provenait de leur pénurie relative dans le marché intérieur.

L'importation de denrées alimentaires a été une des raisons du creusement du déficit du commerce extérieur depuis 30 ans. Sans compter l'endettement des ménages : en Grèce, on s'endettait aussi pour se nourrir...

A lui seul, le territoire grec pourra difficilement nourrir les 11 millions d'habitants qui y vivent, surtout si ceux-ci veulent renouer avec leur niveau de consommation d'avant la crise. C'est une des choses que les Grecs doivent accepter, malgré les âneries des gauchistes et des néo-nazis. Pour l'instant cette question est reportée sine die. Le maintien du pays dans l'UE et la zone euro lui permettra de continuer à importer des produits bons marché ; la baisse drastique du niveau de vie diminuera la demande. Mais gare au jour où elle se reposera.

Autre point capital : comment atteindre le même rendement sans l'utilisation d'engrais, de pesticides et de machines ? Leur utilisation massive a fait disparaître le savoir-faire traditionnel. Les jeunes agriculteurs d'aujourd'hui ne peuvent pas s'en passer. Cette question peut aussi être reportée, puisque les subventions communautaires assurent l'achat des produits chimiques. Quant à la question de l'épuisement des énergies fossiles, elle est refoulée avec un empressement impressionnant. Mais dans le cas d'une faillite de l'État grec, d'un épuisement des ressources

fossiles, de catastrophes écologiques ou même d'une suppression des subventions communautaires, l'impossibilité d'assurer la production des produits élémentaires sans support chimique et mécanique s'avérera fatale.

Malheureusement, les Grecs ne veulent pas se poser sérieusement ces questions. En concevant la participation dans l'UE comme une relation de dépendance et en l'assumant comme telle, ils se sont réduits à une condition collective de peuple enfant attendant que ses problèmes soient réglés de l'extérieur. Ainsi, les jeunes qui quittent les grandes villes pour reprendre la ferme des grands-parents démarrent dans une activité qu'ils connaissent peu ou pas du tout. Dans tous les cas, ils attendent aide et soutien du gouvernement grec et de l'UE. Jusqu'ici, ce « retour à la terre » a été très minoritaire, mais le plus significatif est que ces jeunes dédaignent les cultures vivrières. Ils se sont lancés dans des productions à haut rendement (et à haut risque) : L'élevage d'escargots, les fleurs, le miel, les plantes utilisées dans l'industrie pharmaceutique ou dans la fabrication de parfums sont souvent préférées au blé ou aux pommes de terre. C'est évidemment du au fait que l'UE ne subventionne plus les produits de base en Grèce et que ceux-ci ne rapportent ni argent ni prestige...

## Peut-on dire que ceux qui regagnent la ferme des grands parents, sont aux antipodes de ceux qui partent à l'étranger ?

Pas forcément. Ceux qui ne veulent pas se mettre à l'agriculture - ou qui veulent en sortir - s'endettent pour parsemer la ferme familiale d'éoliennes ou de panneaux photovoltaïques, et vendent l'électricité à l'EDF grecque. On retrouve ici l'esprit de l'entrepreneur local, c'est-à-dire qui vise une situation de rente. Ainsi, je dirais que dans cette tendance il faut plus voir une tentative de quelques jeunes de réussir individuellement, (ou tout simplement de survivre) qu'une réappropriation collective des questions agricoles. Chose parfaitement absurde encore une fois : les bouleversements multiples qui peuvent atteindre l'agriculture ne peuvent en rien promettre la moindre stabilité des conditions à moyen et long terme qui, pour un petit producteur, permettrait la réalisation d'un tel projet.

**On retrouve ici encore des traits communs à bien des régions du monde...**

Absolument. Le cas de la production agricole grecque montre à petite échelle ce qui risque de se passer à l'échelle planétaire. Les différents bouleversements entraînés par la crise écologique, l'épuisement des ressources naturelles, la crise financière et anthropologique s'imbriquent avec des réalités incontournables : surpopulation et manque de terres arables. Il montre la nécessité et l'urgence d'une politique agricole élaborée et mise en oeuvre par la communauté elle-même. Cette politique doit s'inscrire dans un projet égalitaire, et tendre vers plus de sobriété. Si on laisse les coudées franches à l'oligarchie en place, elle va nous entraîner vers un chaos généralisé. Sa politique ne semble devoir déboucher que sur diverses variantes d'une écologie politique réactionnaire, des rafistolages provisoires et hasardeux (OGM), ou des « solutions » cauchemardesques comme la famine, les guerres et les exterminations de masse.

**Revenons au paysage politique. Depuis les dernières élections les gens semblent avoir repris confiance en l'appareil oligarchique alors que dans le même temps le gouvernement tripartite continue à négocier avec la troïka. On a vu aussi la montée spectaculaire de Syriza, l'équivalent du « Front de Gauche » en France, qui était jusqu'ici très minoritaire dans le pays. Le Pasok (l'équivalent historique du PS) est marginalisé et, bien sûr, on voit l'essor de l'Aube Dorée, parti d'extrême droite avec une frange ouvertement néo-nazie. Penses-tu que cette montée va continuer, et quel peut être l'avenir politique de la Grèce, en l'absence de mouvement populaire démocratique qui viendrait contrer cette chute libre du pays ?**

Les élections de Mai-Juin 2012 ont été marquées par l'éparpillement du corps électoral et par l'impuissance des

différents partis politiques à former des alliances sociales étroites et durables. A la racine de cela, on retrouve encore une fois, je crois, l'impossibilité manifeste des courants politiques actuels à garantir suffisamment le retour de la société de consommation ou même la simple survie et l'évitement du pire. Ainsi, on a assisté à la chute du PASOK et au déplacement de la plupart de ses électeurs vers Syriza. A droite, les électeurs se sont éparpillés entre le courant principal (la Nouvelle Démocratie, équivalent de l'UMP), quelques dissidents qui ont formé un parti populiste et les ridicules pseudo-nazis de l'Aube Dorée.

A l'heure actuelle, la légitimité du gouvernement ne tient qu'à deux fils : la relative efficacité de la propagande médiatique, rendue possible par la relative ignorance de la population en matière économique ; et la peur d'un défaut de paiement qui couperait la perfusion européenne et annoncerait la fin des haricots... En brandissant ce spectre de l'effondrement brutal, et en s'appuyant sur l'apathie de la population, l'oligarchie locale réussit à détourner l'attention de la question cardinale de la politique : qui prend telle ou telle décision ? Pourquoi telle décision est préférable à telle autre ? Elle réduit ainsi la politique et des décisions économiques centrales à des affaires de chiffres, d'équations algébriques et de courbes macroéconomiques.

Bien sur, cette façon d'aborder la question fait écho à la préoccupation centrale de la population. Cela permet à l'oligarchie d'éluider la question politique, de la transformer en une affaire techno-scientifique à confier aux experts et de tenir à distance la contestation sociale. Plutôt que de la dictature des marchés - expression chère aux gauchistes de toutes farines - c'est à la dictature des experts technocrates que nous assistons en Grèce (et dont les gauchistes veulent évidemment prendre la place). Plutôt que de chercher l'affrontement ouvert, l'oligarchie locale a choisi une lente stratégie de gestion de l'état d'esprit des populations par la manipulation. L'horreur d'une sortie du giron de Maman UE nous laisserait seuls face au monde, avec les défis, les périls et l'insécurité que cela implique. Cela transforme l'apathie en infantilisme. Mais cela multiplie aussi les clivages et les contradictions à l'infini. Notre rapport à l'Occident était déjà problématique ; la crise actuelle renforce à la fois le narcissisme nationaliste, le repli sur soi et l'auto-culpabilisation.

Les tensions que cette situation de paranoïa latente peut entraîner sont évidentes, bien que leurs débouchés restent imprévisibles. Certes, cet état d'esprit est contrebalancé par les réflexes sociaux décrits plus haut. Il n'empêche qu'il nourrit deux phénomènes conjoints : une demande de moralisation de la vie publique et la montée de l'Aube Dorée. La demande de moralisation prend le plus souvent des formes vulgaires et populistes en érigeant la corruption en racine du mal actuel (accusation qui se tourne à la fois contre les politiciens et contre la population) et en cherchant des boucs émissaires : les immigrés, les fonctionnaires de l'État, les professions libérales, la mafia du PASOK et même - plus ridicule et plus triste - une poignée de prostituées des rues d'Athènes, atteintes du sida et désignées comme ennemi public numéro un !

Mais la demande de moralisation de la politique et l'hystérie aveugle qu'elle entraîne sont le domaine de prédilection de l'Aube Dorée. L'Aube Dorée n'est rien de plus qu'une bande de mafieux accompagnée de quelques abrutis, dont la coopération avec l'oligarchie en place et la collusion avec les milieux de l'extrême droite dans l'État, et surtout la police sont connus. Le discours nationaliste, l'exaltation de la Grèce antique, la propagande populiste et l'agressivité ouverte vis-à-vis du personnel politique du gouvernement et de Syriza sont complètement de façade. Il est d'ailleurs significatif que l'exaltation des vertus militaires soit absente au profit d'un style macho de type racailles. Le confusionnisme idéologique, qui mâtime des idéaux d'une droite conservatrice et autoritaire de quelques références fascistes dévoile le ridicule de l'affaire. Malgré quelques éléments fascistes - hiérarchie rigide, discours et programme corporatiste, violence verbale, mépris pour les formalités du parlementarisme - et malgré les attaques contre des immigrés et des militants dans la rue, l'Aube Dorée est incapable de squadrisme, c'est-à-dire de couvrir le pays d'un réseau de bandes qui imposeraient leur loi partout. Ses actions sont impossibles sans l'appui actif de la police et des média. Les 7% d'électeurs qui ont voté pour ces oranges-outangs demeurent toujours passifs. Ils ne pensent aucunement à adhérer à des milices ni, en général, à manifester pour elle ou à la soutenir ouvertement. Le vote pour l'Aube Dorée provient du discrédit des courants politiques dominants, du désespoir des jeunes de province et des policiers, qui, depuis Décembre 2008, sont discrédités aux yeux de la société et n'ont pas d'appui politique.

L'Aube Dorée est pourtant une mafia privilégiée, d'autant plus quand elle arrive à augmenter son capital politique. Son financement par les services secrets de l'État est connu (son leader travaillait pour eux dans les années 1980) et selon des rumeurs qui ont circulé dans le pays récemment, un armateur et président d'un club de football d'Athènes la subventionne aussi. Ses activités légales sont souvent en liaison avec l'État (vente d'uniformes pour l'armée et la police), et ses activités illégales se font en lien avec des réseaux de toute sorte : milieux d'intérêts dans l'immobilier au centre d'Athènes (habité par des immigrés), réseaux de vendeurs grecs dans des bazars et des marchés (qui attaquent les vendeurs immigrés). Elle sert aussi d'exécuteurs des basses oeuvres de l'État pour des opérations politiquement délicates (attaques de squats anarchistes, de militants politiques, de manifestations). En même temps, elle propose la constitution de syndicats dans des secteurs d'activité qui lui sont proches idéologiquement (chauffeurs de taxis, proches de la droite conservatrice), Ses militants vont voir des ouvriers de la métallurgie en grève (tout en soutenant le patron sur leur site web !), L'Aube Dorée développent une activité sociale en faisant semblant de prendre en charge des domaines délaissés par l'État : distribution de produits agricoles, épicerie sociale, etc.

En somme, elle se présente comme une bande prête à tout, qui s'allie à la fois les oligarques, les milieux d'intérêts de la droite conservatrice dans l'État et certaines catégories des couches petites bourgeoises de la population, et qui sert à la fois à amortir les réactions sociales, à multiplier les clivages dans la société et enfin comme moyen de pression de certains clans contre d'autres -les configurations changent selon les données particulières du moment.

### **Pour toi, l'extrême-droite grecque n'est pas un réel danger pour le pays ?**

Je n'ai pas dit ça. La question qui surgit inlassablement depuis six mois est celle de son accession au pouvoir. Question qui prend un tour comique si on considère ce qui vient d'être dit. Certes, les alliances sociales en Grèce se forgent sur la transaction et pas sur les références politiques. Cela laisse des possibilités aux formations politiques atypiques, mais l'Aube Dorée n'est certainement ni la plus astucieuse ni la plus puissante d'entre elles. La troïka n'a pas besoin d'un régime politique plus autoritaire pour imposer ses politiques. On l'a vu, l'essentiel se joue ailleurs. Et dans le cas d'un éclatement social violent, l'Aube Dorée regagnera la place qui lui appartient, celle d'exécuteur des basses oeuvres de l'oligarchie locale. Pourtant, l'apparition de l'Aube Dorée dans la vie politique grecque a une conséquence notable. C'est l'introduction des manières et des méthodes de la racaille dans l'éthique politique. Cette « lumpénisation » se traduit par un langage de sous-culture, machiste, manichéen et nihiliste, et par la banalisation de la violence, verbale et physique - cela, rappelons-le, dans un contexte particulier de tension, de malaise, d'impasses, etc. Ce phénomène, combiné à un discours revanchard contre la gauche et son poids politique depuis la fin de la dictature des Colonels (1974), contribue évidemment à exacerber les clivages et les tensions.

Raviver ainsi des clivages sociaux, c'est jouer avec le feu. La guerre civile (1946-49) a laissé des empreintes profondes, entretenus par la domination d'une droite autoritaire après la guerre. Depuis 1974, une réconciliation nationale tardive les a un peu atténuées. Aujourd'hui, les lignes de partage de l'époque n'existent plus. Bien sur, leur évocation par les conservateurs néolibéraux de la Nouvelle Démocratie et par l'Aube Dorée travestit les termes dans lesquels se pose la question sociale aujourd'hui, mais elle réveille des réflexes d'antagonismes et de tensions plus anciens.

De l'autre côté, Syriza constitue surtout un débouché électoral pour les couches moyennes qui ont surgi sous le « règne » du PASOK et grâce à lui. Syriza a commencé par tenir un discours virulent dénonçant la corruption. Son succès spectaculaire aux élections de mai dernier lui a fait faire machine arrière : Il veut maintenant renégocier le mémorandum, l'alléger au profit de la population, etc. Au-delà d'une tactique simple et intelligente - ses dirigeants savent très bien que s'ils emportent les élections, ils ne pourront pas faire autrement que la clique en place - il faut voir dans ce changement d'attitude l'acceptation du fait que la gauche ne sait ni ne peut gouverner le pays aujourd'hui en dehors du cadre de la stérile social-démocratie des années 1980. Les dirigeants de Syriza sont lucides : un tel succès, quand il n'est pas accompagné d'un soutien fervent et actif, les mets dans l'embarras. Face aux pressions de la troïka et des mafieux de l'oligarchie locale, qui peut survivre politiquement ou physiquement sans

l'appui massif et déterminé de la population ? Or, l'effervescence des années 1980 est révolue et le soutien de la population est donné toujours sous réserve, sans implication active ni stabilité à moyen terme. Le virage de Syriza a lieu au moment d'un rapprochement entre les armateurs grecs et le gouvernement des États-Unis (qui cherche un appui politique pour contrebalancer l'influence accrue des Russes et des Allemands dans le pays). C'est significatif, en creux, de l'état d'esprit de la population : dans un tel contexte, l'oligarchie locale et mondiale est un allié politique plus sûr pour la gauche que le peuple lui-même !

### **Qu'en est-il des fameux anarchistes grecs, dont l'activisme suscite souvent l'admiration de leurs homologues européens ?**

Profitant du recul du mouvement social, le gouvernement attaque actuellement les groupuscules radicaux -essentiellement anarchistes - en envahissant deux squats au centre d'Athènes et en menaçant tout lieu autogéré. Comme les gauchistes, les anarchistes se sont volontairement marginalisés. Depuis vingt ans, ils mettent toute la population dans le même sac, la traitant de raciste, nationaliste, machiste, arriérée, petite-bourgeoise : cet isolement les a rendus totalement impuissants face à l'État. Ils paient leur incapacité à saisir les évolutions sociales des 20 dernières années, leur cloisonnement dans leurs groupes d'affinité, leurs squats, le petit monde de leur anti-culture et la stupide guéguerre avec la police, dans laquelle l'État les a intelligemment enfermés. Il est maintenant évident que la tolérance de l'État face aux squats était délibérée : elle était partie prenante de cette stratégie de cloisonnement et de meilleur contrôle de la mouvance anarchiste (c'est aussi valable pour le quartier anarchiste d'Exarcheia). Au moment propice, la nouvelle politique répressive a pu s'appliquer sans grand obstacle, et le prétendu soutien de la part du peuple, auquel les camarades anarchistes croyaient largement (ce même peuple qu'ils accusent par ailleurs d'être réactionnaire... !) s'est avéré être un pur mythe. Ce point est essentiel : leur conviction d'avoir la sympathie du peuple les a conduits à de grossières erreurs stratégiques et théoriques. Ce fait, combiné à leur volontarisme et, parfois, à un impressionnant degré de confusion idéologique, dans un cadre d'effritement social et de répression aggravée, pourrait les mettre en fâcheuse posture. Si l'écart avec le peuple se creuse - et tout laisse à penser qu'il se creusera- il ne serait peut être pas exagéré de dire qu'on assiste en Grèce au commencement de la fin politique de la mouvance anarchiste.

Finalement, la situation en Grèce, au delà de l'inertie actuelle, est très compliquée. Le fait qu'on puisse discerner, en gros, deux tendances potentiellement antagoniques - retour à l'état des choses d'avant et mouvement démocratique minoritaire -n'est qu'une lecture partielle et même superficielle de la situation. Et cela non seulement parce que ces deux tendances peuvent s'imbriquer mutuellement, mais aussi parce qu'elles contiennent en leur sein des gens qui n'y participent pas avec le même degré d'investissement. La cohérence interne leur manque cruellement et les tendances réfractaires à la vision d'ensemble des choses que chacune d'elles se forme sont multiples. C'est dans ce champ que fleurissent en même temps la tension et l'entraide, l'agressivité sociale et la solidarité, la contestation collective et les projets individuels, la revendication des droits et le clanisme, la défense des acquis sociaux et la participation dans des milieux d'intérêts, etc. Des comportements contradictoires éprouvés, souvent, par les mêmes personnes et reflétant, je crois, le rapport antinomique que ce peuple entretient avec lui-même.

---

[1] Lire [Considérations sur la Grèce moderne](#)